Vitrine ou miroir de la nature du régime ? Le pavillon de l'Allemagne à l'Exposition universelle de 1937

Alexandre Bibert

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/604>

DOI : 10.4000/allemande.604

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 29 décembre 2017

Pagination : 473-490

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Alexandre Bibert, « Vitrine ou miroir de la nature du régime ? Le pavillon de l'Allemagne à l'Exposition universelle de 1937 », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 49-2 | 2017, mis en ligne le 29 décembre 2018, consulté le 18 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/604> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.604>

Vitrine ou miroir de la nature du régime? Le pavillon de l'Allemagne à l'Exposition universelle de 1937

■ Alexandre Bibert *

Le 6 mai 1937, à quelques semaines de l'ouverture de l'Exposition universelle de Paris, c'est avec la volonté de « montrer ce que nous sommes réellement » que Friedrich Sieburg, le très mondain journaliste allemand établi en France, appréhende l'ouverture du pavillon présenté par son pays⁽¹⁾. D'une architecture marquante, cet édifice paré de plaques de pierre forme au pied du Trocadéro, en bordure de la Seine, un grand hall longiligne précédé d'une tour haute de 51 mètres, elle-même dominée par un aigle de bronze tenant une couronne de feuilles de chêne dans laquelle est inscrite une croix gammée. Toujours vivace après 80 années, la notoriété de ce bâtiment aujourd'hui disparu doit, sans conteste, beaucoup à son face-à-face avec le tout aussi monumental pavillon de l'URSS⁽²⁾.

Œuvre d'Albert Speer, le pavillon allemand est très représentatif des canons du régime nazi en matière d'architecture. Cette particularité n'a pas manqué de capter l'intérêt des historiens d'art attachés à l'étude de l'architecture des régimes totalitaires ou des Expositions universelles en tant que phénomène artistique. L'examen de la contribution allemande à l'Exposition de 1937 a été ensuite prolongé par une attention

* Docteur en histoire contemporaine, ATER à l'Institut d'études politiques de Strasbourg, UMR Dynamiques européennes (DynamE).

- 1 Cette intention est mise en avant par Sieburg dans un article paru dans *L'Intransigeant* du 5 mai 1937 sous le titre « Présent! répond l'Allemagne à l'appel de Paris ». Sieburg s'est positionné dans les années 1920 comme un rédacteur éminent de la *Frankfurter Zeitung*, dont il devient le correspondant à Paris à partir de 1926. Sa notoriété s'accroît du fait de la réception de son livre *Gott in Frankreich?* (1929), traduit et publié en 1930 chez Grasset. Après 1933, convaincu de la supériorité de la culture allemande, il assure la promotion du nouveau régime à l'étranger, et notamment en France, où il présente la politique de Hitler comme une politique de paix. Sur le parcours de Sieburg, voir Harro ZIMMERMANN, *Friedrich Sieburg – Ästhet und Provokateur. Eine Biografie*, Göttingen, Wallstein, 2015.
- 2 Dans les manuels scolaires, la reproduction de vues de ces deux bâtiments est très fréquente pour signifier l'affrontement du communisme et du nazisme.

consacrée aux objets exhibés à l'intérieur du pavillon⁽³⁾, mais peu de réflexions historiques ont porté sur ce que la participation allemande à l'Exposition universelle révélait du régime national-socialiste. Or, chancelier du Reich depuis 1933, Hitler est parvenu au pouvoir avec l'aspiration de modeler profondément la société allemande et de lui imposer ses codes. Inspiré par une volonté de rupture avec la République de Weimar, mais aussi sujet à de nombreuses critiques à l'étranger, le III^e Reich est en quête de reconnaissance internationale⁽⁴⁾. Alors même que, très vite après l'arrivée au pouvoir des nazis, l'Allemagne se retire de la Société des nations, le régime dispose, un an après avoir accueilli les Jeux olympiques, d'une nouvelle occasion d'améliorer son image parmi la communauté des nations⁽⁵⁾. En effet, après avoir invité le monde à Garmisch-Partenkirchen et à Berlin en 1936, l'Allemagne est à Paris un hôte de poids qui jouit de la possibilité de s'exposer aux visiteurs du monde entier sous ses plus beaux atours technologiques, artistiques et culturels, sinon politiques.

Cependant si l'Exposition parisienne a bien donné une vitrine au régime, l'enjeu de cet article est de montrer comment l'histoire du « Palais de l'Allemagne » est indissociable de facettes moins reluisantes et qui, pour certaines, sont même parmi les plus funestes du régime. Après avoir retracé les difficultés de l'Allemagne à s'engager dans le projet, nous étudierons sous ce jour les phases de conception et de construction du pavillon. Enfin, nous nous intéresserons aux biais pesant sur la relation de ce bâtiment avec son public.

Des difficultés du Reich à prendre part à l'Exposition

Les difficultés rencontrées par le Reich en amont de l'inauguration du pavillon contrastent avec la monumentalité de l'édifice qui le représente. En vérité, la participation de l'Allemagne est compliquée par la fragilité économique et commerciale du pays. Contrairement à l'idée fréquemment admise d'un retour à la prospérité de l'Allemagne après l'arrivée au pouvoir de Hitler, les difficultés économiques du Reich se prolongent par-delà le changement de régime. Si le nombre de demandeurs d'emploi se réduit, l'Allemagne continue de souffrir singulièrement d'un manque de devises combiné à de faibles réserves de métaux précieux. De telles ressources sont pourtant nécessaires pour couvrir toute dépense engagée à l'étranger, que cela soit sous la forme d'importations ou d'investissements. Au milieu des années 1930, le manque de devises est si prononcé qu'il provoque l'annulation de la participation allemande à l'Exposition universelle précédente, organisée en 1935 à Bruxelles, alors

3 Sur l'étude des productions allemandes présentées à Paris, nous renvoyons aux récents travaux menés autour de Michael Lingohr, de l'institut d'histoire de l'art de l'Université de Leipzig, qui ont donné lieu à une petite exposition, « Paris 1937 Weltausstellung », au GRASSI, *Museum für angewandte Kunst* (Leipzig), du 31.03.2017 au 02.07.2017. Voir aussi Esther DA COSTA MEYER, « Cruel Metonymies: Lilly Reich's Designs for the 1937 World's Fair », *New German Critique*, n° 76 (1999), p. 161-189.

4 Ainsi, dans le catalogue officiel de la section allemande, on peut lire cette incantation : « Nous [...] espérons que nos prestations vont développer la compréhension du monde pour la volonté et la capacité de la nouvelle Allemagne », cf. Der deutsche Kommissar für die internationale Ausstellung Paris 1937 (éd.), *Internationale Ausstellung Paris 1937 für Kunst und Technik. Deutsche Abteilung*, Berlin, Ala, 1937, p. 4.

5 L'Allemagne quitte la SDN suite à un référendum organisé le 12 novembre 1933.

que la planification du pavillon allemand par Mies van der Rohe était bien avancée⁽⁶⁾. En avril 1938, il est également la cause directe de la renonciation de l'Allemagne à participer à l'Exposition universelle de New-York de 1939. En effet, la réalisation d'un pavillon à l'étranger entraîne inévitablement sur place des coûts dont le paiement doit se faire en devises. Dans son étude menée sur les pavillons allemands des différentes expositions universelles, Paul Sigel présente bien ce facteur d'annulation de la participation allemande à l'exposition universelle qui suit celle de Paris, mais il entoure sa formulation de certaines précautions⁽⁷⁾. La prise en compte de sources jusque-là inexploitées pour ce sujet permet néanmoins de montrer avec certitude qu'il s'agit bien là de la raison déterminante de ces retraits, et non d'un prétexte recouvrant des motifs politiques⁽⁸⁾.

Une telle mise en perspective temporelle de la participation allemande à l'Exposition de 1937 permet de percevoir à quel point il était délicat pour le Reich de s'engager dans un projet où les profits politiques se trouvaient en regard de sacrifices économiques. Les possibilités d'ajustement qui peuvent permettre la participation de l'Allemagne de Hitler à une exposition universelle sont, en fait, très limitées. Lancé dans une politique de hausse de la production intérieure nécessitant un volume élevé d'importations de matières premières, le III^e Reich peine à maintenir une balance commerciale faiblement excédentaire, car, dans le cadre de politiques protectionnistes, les quotas d'échanges fixés par d'autres États l'empêchent de dégager des excédents commerciaux supplémentaires. En dehors de tout accord spécial, la participation à une exposition universelle suppose donc de limiter l'importation de matières premières ou de vivres, ce qui va à l'encontre des priorités économiques posées par Hitler. Même si les pays exposants bénéficient de dispositions particulières leur permettant d'importer tous les matériaux nécessaires à la construction, et si les autorisations nécessaires sont fournies aux ouvriers venus de l'étranger pour participer à la construction du pavillon de leur pays, les frais devant être engagés sur place sont tout de même évalués à deux tiers du coût total⁽⁹⁾. Suivant les prévisions réalisées, les investissements nécessaires à la participation de l'Allemagne à l'Exposition de Paris s'élèveraient à 20 millions de francs, soit l'équivalent de

6 Ce revers a été perçu comme une humiliation dont il s'agissait d'éviter à tout prix une répétition, cf. lettre de Bülow (Auswärtiges Amt, ci-après AA) pour Lammers (secrétaire d'État et chef de la chancellerie du Reich), 22.05.1935, Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes (ci-après PA AA), Paris 774a. Mais cela ne signifie pas pour autant que la délicatesse de la situation n'est pas connue d'un public averti. Un entrefilet imprimé dans *L'Œuvre* du 20.07.1936 fait allusion au manque de devises qui retarde l'annonce de la participation de l'Allemagne.

7 Paul SIGEL, *Exponiert: deutsche Pavillons auf Weltausstellungen*, Berlin, Bauwesen, 2000, p. 144.

8 Le journal de Goebbels permet de suivre les débats menés sur cette question dans l'entourage de Hitler. Voir *Die Tagebücher von Joseph Goebbels. Teil I, Aufzeichnungen 1923-1941*, Elke FRÖHLICH (dir.), t. 5: *Dezember 1937-Juli 1938*, Munich, Saur, 2000, p. 75, 79, 84, 268. Les documents de la chancellerie du Reich le confirment, voir ainsi *Akten der Reichskanzlei, Regierung Hitler 1933-1945*, t. IV: 1937, Munich, Oldenbourg Verlag, 2005, doc. 185.

9 Il s'agit d'une estimation fournie par le commissariat général de l'Exposition, à partir de laquelle les responsables allemands évaluent l'opportunité d'une participation de leur pays, voir la note en annexe au rapport W1633, 09.07.1936, Bundesarchiv (ci-après : Barch), R901/106932.

4 000 000 Reichsmarks (RM)⁽¹⁰⁾. Or, au début du mois de février 1936, les réserves en devises de la *Reichsbank* étaient tombées à 77 000 000 RM⁽¹¹⁾.

Dix mois avant l'ouverture prévue de l'Exposition, il n'est toujours pas acquis que l'Allemagne y apporte son concours, alors même qu'une invitation à y prendre part lui a été envoyée le 22 décembre 1934⁽¹²⁾. À titre de comparaison, on peut noter que l'URSS fait déjà connaître son intention de participer le 30 avril 1935 ; et, sur les quarante-quatre pays représentés à l'Exposition de 1937, trente-sept notifient leur concours au ministère français des Affaires étrangères avant l'été 1936⁽¹³⁾. Mais, plus longtemps que pour toute autre puissance, l'incertitude quant à la présence de l'Allemagne est appelée à se prolonger jusqu'au milieu de l'automne.

Pourtant, au début du mois de juin 1936, Hitler affirme à un secrétaire d'État du ministère de la Propagande que « tout doit être essayé pour garantir la participation allemande à l'Exposition parisienne »⁽¹⁴⁾. À cette occasion, le *Führer* exprime son désir de voir le traitement de cette question s'accélérer, de même que son souhait de ne pas faire attendre les Français plus longtemps, car cela représente « un poids inacceptable pesant sur les relations franco-allemandes »⁽¹⁵⁾. Mais si l'ambassadeur en France, Johannes von Welczek, apporte un soutien actif au projet, et si un directeur ministériel auprès du ministère de l'Économie, Helmuth Wohlthat, voit un intérêt politique considérable à une participation de l'Allemagne⁽¹⁶⁾, la solution technique permettant la mobilisation des devises n'en reste pas moins délicate à trouver. Le 10 juillet 1936, Wohlthat estime, à titre personnel, que même la mise à disposition d'une partie de la somme nécessaire sous forme de devises effectives, c'est-à-dire non inscrites dans un programme de transfert, serait « impossible à cause de la situation d'ensemble extrêmement difficile »⁽¹⁷⁾. D'intenses discussions, internes et avec le gouvernement français, sont nécessaires afin de trouver une issue.

Pour la partie française, le sujet n'est pas simple non plus, car le pays connaît lui aussi une situation économique dégradée, où, depuis 1931 – l'année qui correspond à l'arrivée en France des répercussions de la grande dépression –, un fort renchérissement

10 *Ibid.*

11 La quantité totale de RM investie, en raison d'un surcoût de 50 %, se porte finalement à 6 millions, voir le *Courrier de Posse* (ministère de l'Économie du Reich) pour l'AA, 26.11.1936, Barch, R901/106932. Notons que cela représente 8 % des réserves dont dispose la *Reichsbank* en février 1936. Sur l'état des réserves de la *Reichsbank*, Sylvain SCHIRMANN, *Les relations économiques et financières franco-allemandes, 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1995, p. 155.

12 *Courrier du ministère des Affaires étrangères, Direction des Affaires politiques et commerciales pour l'Auswärtiges Amt*, 22.12.1934, PA AA, Paris 774a.

13 Liste des participations étrangères à l'Exposition de 1937. Gouvernements ayant donné leur accord officiel (par notification du ministère des Affaires étrangères), (juillet 1936), Barch, R901/106932.

14 *Courrier du Ministerium für Volksaufklärung und Propaganda* pour l'ambassade d'Allemagne à Paris du 23.06.1936, *ibid.*

15 *Ibid.*

16 *Courrier de Wohlthat (Reich und Preußisches Wirtschaftsministerium)* pour l'ambassadeur d'Allemagne en France, 10.07.1936, dans *ibid.* Wohlthat est le responsable de la *Reichsstelle für Devisenbeschaffung*.

17 *Ibid.*

des prix se conjugue avec un chômage en sévère augmentation⁽¹⁸⁾. En outre, le déficit récurrent du solde commercial français vient de s'amplifier en 1935. Dans ces conditions, il est difficile d'augmenter les quotas de biens industriels pouvant être importés, car cela aurait pour conséquence de concurrencer la production nationale, mais également de contribuer à l'inflation (en raison des droits de douane, d'un taux de 25 % en moyenne, qui auraient dû être appliqués en l'absence d'un traité commercial entre les deux pays⁽¹⁹⁾), et de faire baisser les réserves de devises. Pourtant, à l'instar des autorités allemandes, le gouvernement français a un vif intérêt à voir le Reich prendre part à l'Exposition. Si tel était le cas, la participation de l'Allemagne contribuerait à légitimer un projet onéreux qui n'a cessé d'être critiqué depuis sa conception⁽²⁰⁾. De plus, elle permettrait d'équilibrer les signaux inquiétants émis au début de l'année 1936 par la remilitarisation de la Rhénanie. Elle constituerait un pas significatif vers l'apaisement des relations franco-allemandes souhaité par le gouvernement français. Elle serait, en outre, de bon augure dans la perspective de l'ouverture de négociations commerciales d'ensemble visant à mettre fin à la situation issue de la dénonciation du traité de commerce de 1927.

Finalement, suite à une proposition du conseiller aux Affaires économiques de l'ambassade d'Allemagne, un montage est envisagé dans lequel sont associés : le recours à la Société d'importation des charbons et autres prestations⁽²¹⁾ (SICAP) à hauteur de 15 millions – soit l'essentiel de la somme nécessaire –, la commande de marchandises allemandes par la direction de l'Exposition en contre-valeur de 3 millions, et l'attribution à l'Allemagne de quotas non atteints par des États tiers pour l'équivalent de 2 millions de francs⁽²²⁾. Le 21 juillet 1936, le gouvernement français notifie son accord verbal sur ces termes. Une fois le problème des devises réglé, la préparation de la participation allemande prend alors une tournure plus concrète. À peine une semaine plus tard, le 26, une

18 Cf. Pierre VILLA, « Chômage et salaires en France sur longue période », *Économie et statistique*, 282/1 (1995), p. 53, 56.

19 Le traité de commerce signé par la France et l'Allemagne le 17 août 1927 a été dénoncé par la France le 19 janvier 1934, au cours d'une période de conflit économique entre les deux pays. Voir S. SCHIRMANN, *Les relations économiques* (note 11), p. 49-62. Sur la politique douanière de la France en 1937, nous renvoyons également aux propos tenus par Louis Bonnefon-Craponne, le directeur des accords commerciaux auprès du ministère du Commerce, à Campe (voir la note du conseiller de légation Campe, 09.07.1936, Barch, R901/106932).

20 L'idée remonte à la fin des années 1920. Le gouvernement prend les premiers décrets relatifs à l'Exposition le 16 janvier 1933. P. SIGEL, *Exponiert* (note 7), p. 134.

21 La SICAP est un instrument mis en place afin de faciliter les échanges entre la France et l'Allemagne dans le cadre du traité de Versailles et des versements en nature qu'il prévoit. Après la conférence de Lausanne qui libère l'Allemagne de son obligation de réparation, la SICAP poursuit son activité dans le but de faciliter, par le recours à des importations de charbon allemand en contrepartie de créances, le rapatriement des avoirs français gelés en Allemagne. De cette façon, il est possible de ne pas peser sur les réserves de devises. Voir S. SCHIRMANN, *Les relations économiques* (note 11), p. 27.

22 Télégramme de Welczeck pour l'*Auswärtiges Amt* (AA), 21.07.1936, Barch, R901/106932. Cette solution découle des pistes suggérées par Campe à Bonnefon-Craponne au début du mois. Voir la note de Campe, 09.07.1936. L'importation de charbon est considérée comme profitable à l'économie française. Finalement, les deux millions correspondant à l'attribution de quotas supplémentaires à l'Allemagne sont remplacés par le recours à la SICAP à hauteur du même montant, voir la lettre de Bonnefon-Craponne pour Campe, 18.11.1936, Barch, R901/106932.

délégation conduite par Julius Ruppel⁽²³⁾, le commissaire nommé par le gouvernement allemand pour superviser le projet d'une participation à l'Exposition, se rend à Paris pour aborder avec le commissaire général de l'Exposition, Edmond Labbé, et son architecte en chef, Jacques Gréber, les questions liées à la construction d'un pavillon pour l'Allemagne. Albert Speer, qui se charge de la conception du pavillon, fait partie de cette délégation au nom de la *Reichsbaudirektion*⁽²⁴⁾. L'implication de l'architecte favori de Hitler dans le projet est donc antérieure à ce qui a été avancé dans l'historiographie⁽²⁵⁾. À la faveur des échanges entre la délégation allemande et les responsables français de l'Exposition, Speer prend connaissance du projet de Boris Iofan qui donne sa forme au pavillon de l'URSS⁽²⁶⁾. Dans ses mémoires, il écrit : « Suite [à la découverte du projet soviétique], j'ai conçu une masse cubique, structurée par de lourds piliers, qui semblait faire face à ce déferlement, tandis que, de la corniche, un aigle tenant une croix gammée, toisait le couple russe »⁽²⁷⁾. Incontestablement, le retard avec lequel l'Allemagne se lance dans la conception de son pavillon a permis, par la recherche d'une réponse directe à celui de l'URSS, un dialogue aussi intense entre les deux bâtiments. Speer retourne satisfait de sa visite à Paris et ce sont donc le règlement du détail des accords financiers et surtout la planification du bâtiment qui peuvent se poursuivre.

À ce stade, après que l'Allemagne a bénéficié d'une attitude particulièrement conciliante de la France, son ambassadeur en France estime que la non-participation de son pays serait intolérable pour des raisons politiques⁽²⁸⁾. Pourtant, la participation de l'Allemagne reste encore incertaine. En effet, de nouvelles questions se posent une fois

23 Julius Ruppel, né en 1879, est déjà à la retraite lorsqu'il est investi de cette fonction. Il a été directeur ministériel au ministère de la Reconstruction, puis au ministère des Finances. Il est, à partir 1924, président adjoint puis président de la Commission allemande des charges de guerres qui, à Paris, représentait l'Allemagne auprès de la Commission des réparations. À partir de 1930, il fait partie de la Commission des mandats de la SDN.

24 Voir la lettre urgente du ministère de l'Économie pour l'AA du 24.07.1936. D'après une note manuscrite, dont il peut raisonnablement être supposé qu'elle soit du 20.07, il serait même possible que le voyage de cette délégation ait été planifié antérieurement, pour ne pas perdre de temps, alors qu'il était perceptible que les négociations sur les questions financières pourraient connaître une issue favorable. Voir la note manuscrite (signature illisible) du 20.07.1936 (?), Barch, R901/106932.

25 Paul Sigel fait remonter l'implication de Speer à une période antérieure au mois d'octobre 1936, mais sans préciser d'avantage (*Exponiert* [note 7], p. 146-149), tandis que Karen Fiss la fait remonter à août 1936 (cf. *Grand Illusion: The Third Reich, the Paris Exposition, and the Cultural Seduction of France*, Chicago, University of Chicago Press, 2009, p. 55).

26 Le projet conçu par Iofan sort victorieux le 21.05.1936 du concours d'architecture organisé pour le pavillon soviétique, voir P. SIGEL, *Exponiert* (note 7), p. 142. Rappelons que le pavillon soviétique est dominé par une statue monumentale présentant un ouvrier et une kolkhozienne qui, élancés, brandissent le marteau et la faucille. Speer évoque le caractère fortuit de la prise de connaissance du projet soviétique (Albert SPEER, *Erinnerungen*, Berlin, Propyläen, 1970, p. 94), mais celle-ci s'est vraisemblablement suivie d'un échange autour du pavillon soviétique avec l'architecte français en charge du plan d'ensemble. Le plan du projet de Iofan présent dans les archives de Speer semble le suggérer, cf. K. FISS, *Grand Illusion* (note 25), p. 59-60. En tout cas, la lettre de Campe pour l'AA du 24.09.1936 (Barch, R901/106932) atteste l'intensité de l'échange entre Gréber et Speer, en septembre, lors d'un autre séjour de ce dernier à Paris. Gréber avait, par ailleurs, de bons rapports avec l'Allemagne, comme en témoigne son voyage à travers le Reich (Munich, Nuremberg, Berlin) entrepris au début du mois d'octobre.

27 A. SPEER, *Erinnerungen* (note 26), p. 94-95.

28 Télégramme de Welcke pour AA, 14.08.1936, Barch, R901/106932.

qu'une solution pratique rendant possible la représentation de l'Allemagne à l'Exposition de Paris a été trouvée.

De la conception du pavillon et du respect de la volonté du *Führer*

Le processus de la conception du pavillon allemand met en lumière le fonctionnement d'un appareil administratif nettement centré autour de la volonté de la personne de Hitler. En pratique, outre le Commissariat du Reich qui supervise la section allemande de l'Exposition, quatre entités importantes travaillent à la réalisation du pavillon : le ministère des Finances du Reich, la diplomatie allemande avec l'Ambassade à Paris et sa centrale à Berlin, le ministère de la Propagande et la *Reichsbaudirektion*. Toutefois, tous ces organes veillent à ce que les arbitrages fondamentaux soient pris par Hitler. Hermann Sabath, le chef du service « Économie et Finance » de l'*Auswärtiges Amt*, rédige ces phrases dans un aide-mémoire :

« Après que l'architecte Speer a visité le parc des Expositions à Paris, la décision finale sur une participation de l'Allemagne à l'Exposition a été sollicitée auprès du Führer. Comme le directeur ministériel Wienstein, de la Chancellerie du Reich, l'a dit aujourd'hui, le Führer a décidé que l'Allemagne devait participer à l'Exposition s'il était incontestablement établi qu'une participation digne d'elle est possible »⁽²⁹⁾.

Si pour Sabath, la décision de principe revient à Hitler, il estime plus loin que les instructions du *Führer* renforcent le rôle joué par Speer dans le processus de décision⁽³⁰⁾. Toutefois, au-delà des apparences, c'est bien ce que Hitler peut penser de la qualité du projet qui reste déterminant.

Formellement, l'évaluation du projet et l'adoption des mesures nécessaires à sa réalisation ont été déléguées par Hitler au ministre de l'Économie et gouverneur de la *Reichsbank*, Hjalmar Schacht⁽³¹⁾. Mais ni Schacht ni Speer n'ont souhaité assumer la responsabilité d'un verdict⁽³²⁾. La réunion qui devait évaluer la qualité du projet s'est tenue au ministère de l'Économie le 31 août 1936, mais elle se conclut sans résultat. Speer tient à se rendre auprès de Hitler pour conférer avec lui du projet et lui laisser la décision finale⁽³³⁾. Cela ne va toutefois pas sans entraîner un délai supplémentaire. L'*Auswärtiges Amt* met en avant l'urgence politique et technique qu'il y a à prendre une décision, mais le ministère des Finances « ne se voit, dans ces circonstances, pas en mesure d'adopter une position définitive »⁽³⁴⁾. Le gouvernement français exprime presque quotidiennement son impatience auprès de Welczeck et celui-ci, non sans désarroi en regard de la situation, la relaye à Berlin sous forme de télégrammes ou d'appels téléphoniques⁽³⁵⁾. C'est finalement le 16 septembre 1936 que Hitler valide l'avant-projet de Speer. Cependant, pour que la

29 Aide-mémoire de Sabath, 26.08.1936, *ibid.*

30 « Ainsi, la décision sur une participation est à présent en première ligne dépendante du jugement de l'architecte Speer », *ibid.*

31 Lettre de Lammers (secrétaire d'État et chef de la chancellerie du Reich) pour Sarnow (directeur ministériel au ministère de l'Économie), lettre du 26.08.1936, arrivée le 29.08 de Berchtesgaden, *ibid.*

32 Brouillon d'une lettre de Sabath pour Welczeck du 01.09.1936, *ibid.*

33 Note de Sabath concernant l'Exposition de Paris du 01.09.1936, *ibid.*

34 *Ibid.*

35 Devant l'absence de décision, Welczeck adresse, via l'AA, un télégramme adressé personnellement au ministre de l'Économie, Hjalmar Schacht, le 15.09.1936, Barch, *ibid.*

volonté du *Führer* soit pleinement respectée, et que l'Allemagne puisse enfin officialiser sa participation à l'Exposition, il est encore nécessaire de s'assurer que la direction de l'Exposition accepte bien le projet tel qu'il a été conçu. Speer et le commissaire Ruppel se rendent à Paris quelques jours plus tard, le temps que les plans soient finalisés, les lundi 21 et mardi 22 septembre⁽³⁶⁾. Suite à des consultations supplémentaires tenues à l'occasion d'un voyage de Gréber entrepris en Allemagne au début du mois d'octobre, la direction de l'Exposition et le commissariat du Reich s'accordent à réduire de 10 % la hauteur de la tour (une demande de la partie française) contre un élargissement du hall de 10 %⁽³⁷⁾. Le début des travaux préparatoires à la construction du pavillon allemand est fixé à la mi-octobre⁽³⁸⁾. Le 13 octobre 1936, le ministère de l'Économie du Reich charge l'Ambassade à Paris de notifier au gouvernement français la participation de l'Allemagne à l'Exposition universelle de 1937⁽³⁹⁾.

En dépit de leur début tardif, les travaux avancent bien. Une certaine avance sur le calendrier prévu oblige même l'Allemagne à demander des versements anticipés des sommes devant être fournies par la SICAP, afin que l'ouvrage puisse se poursuivre sans délai. Mais de tels arrangements ne sont pas suffisants. Des surcoûts et, dans une moindre mesure, l'inflation poussent le Reich à demander une hausse de 50 % de l'enveloppe de devises pouvant être mise à sa disposition⁽⁴⁰⁾. Le Reich n'a toutefois pas que des problèmes financiers et techniques à gérer. Il estime devoir accorder une attention particulière au facteur humain.

Un chantier sous surveillance

Au total, environ 1 000 travailleurs allemands – dont vraisemblablement jusqu'à 500 simultanément – ont travaillé sur le chantier du pavillon de l'Allemagne⁽⁴¹⁾. Ce nombre est si important en raison de la technicité du chantier et de la nécessité d'une progression rapide. Le recours à la main-d'œuvre allemande offre, en outre, l'avantage de réduire le montant des devises nécessaires (le salaire des travailleurs allemands étant versé en Allemagne) et de permettre de contourner plus facilement tant les limitations imposées par le droit français du travail que les mouvements de grèves organisés par les syndicats locaux⁽⁴²⁾. Mais, la présence de ces travailleurs hors des frontières du

36 Lettre de Campe pour Ruppel, 19.09.1936, PA AA, Paris 774d.

37 Rapport concernant les conditions de la participation de l'Allemagne à l'Exposition internationale de Paris 1937, (début octobre 1936), PA AA, Paris 774c.

38 Le pavillon allemand étant au bord de la Seine, pour ne pas interrompre la circulation automobile qui se fait le long des quais, un passage sous-terrain est construit. Il est recouvert d'une dalle de béton sur laquelle les pavillons allemand et soviétique, ainsi que l'allée qui les sépare, sont construits.

39 Courrier de Posse (ministère de l'Économie) pour l'*Auswärtiges Amt*, 13.10.1936, Barch, R901/106932. Cette nouvelle est communiquée aux Français le 15.10.1936, voir Ambassade à Paris pour l'AA, 15.10.1936, Barch, R901/106932.

40 Welcke pour l'AA, « *Frankenkosten für das Deutsche Haus auf der Weltausstellung 1937* », (fin décembre 1936), Barch, R 106933. Sur l'origine des surcoûts, voir la pièce jointe à la note de Welcke.

41 Lettre d'August Weisheit pour les membres de l'*Arbeitsausschuß deutscher Gewerkschaftler in Frankreich*, 13.05.1937, R58/725.

42 Le temps de travail sur le chantier est de 12 heures ou plus par jour, dimanches compris. Voir le rapport « *Beschäftigung von deutschen Arbeitskräften beim Bau des "Deutschen Hauses der Internationalen Weltausstellung" Paris 1937* » d'un *Gau-I.-Referent* non identifié, Barch, R58/3421.

Reich présente également ce qui est évalué comme un risque. Ces ouvriers sont susceptibles d'être exposés à des discours politiques, jugés subversifs, qui ne peuvent guère plus être tenus en Allemagne. Et, de fait, certains opposants au nazisme qui, depuis 1933, ont émigré à Paris, accordent un intérêt très vif à leurs compatriotes employés à la construction du pavillon allemand⁽⁴³⁾. Ils voient en eux une source d'information sur ce qui se passe outre-Rhin, et espèrent les voir devenir, après leur retour au pays, les relais clandestins d'un message subversif.

Le 19 décembre 1936, les services de sécurité du Reich prennent pour la première fois conscience des flux de travailleurs qui sont envoyés sur le chantier du pavillon allemand. En fait, ils constatent ces circulations de travailleurs en vertu des procédures impliquées par l'ordonnance du 28 juin 1935 sur la « médiation, le recrutement et l'engagement des travailleurs en direction de l'étranger ». Mais, ils remarquent rapidement qu'une partie de ces flux de travailleurs leur a échappé jusqu'alors, vraisemblablement à cause des intérêts convergents des entreprises d'une part, et du commissariat de la section allemande d'autre part, à honorer leur contrat dans les meilleures conditions pour les premières, et à garantir l'achèvement du pavillon à la date prévue pour le second, et donc à ne pas respecter les dispositions réglementaires. Cependant, si l'on considère que les premières semaines du chantier ont surtout été marquées par les aménagements préparatoires du terrain sur lesquels les Français avaient la haute main⁽⁴⁴⁾, alors on doit constater que les services de sécurité du Reich sont bien vite parvenus à entrer en action. Quoi qu'il en soit, ces derniers se mobilisent pour vérifier de façon ciblée « la fiabilité politique » de l'ensemble des ouvriers appelés à venir travailler sur le chantier de l'Exposition universelle. Les ouvriers précédemment condamnés ou trouvés douteux politiquement sont considérés comme « ne devant en aucun cas pouvoir se rendre à Paris » – ou devant être rapatriés s'ils s'y trouvaient déjà⁽⁴⁵⁾. Il ne fait pas de doute que les services de sécurité du Reich sont finalement parvenus à mettre en place une « sélection minutieuse » des ouvriers appelés à se rendre en France⁽⁴⁶⁾.

Le voisinage immédiat du pavillon soviétique est d'ailleurs perçu comme un facteur supplémentaire de risque et achève de rendre nécessaire l'instauration d'un contrôle des travailleurs à Paris même. Les antennes entretenues à Paris par les organisations proches de régime se font l'instrument de ce contrôle, comme le montre un rapport des services de sécurité :

43 À cette période, pas moins de 25 000 Allemands sont réfugiés à Paris, cf. Rita THALMANN, « L'immigration allemande et l'opinion publique en France de 1933 à 1936 », in : *L'Allemagne et la France 1932-1936*, Paris, CNRS éditions, 1980, p. 147. Sur l'intérêt pour les ouvriers employés à la construction du pavillon allemand, voir la lettre d'August Weisheit (note 41).

44 La pose symbolique de la première pierre de la tour a lieu seulement le 16.01.1937, voir P. SIGEL, *Exposition* (note 7), p. 148-149. La première liste d'ouvriers devant travailler sur le chantier a été transmise au commissariat de l'Exposition le 30.11.1936. Parallèlement, les entreprises ont entrepris les démarches auprès des autorités consulaires françaises pour obtenir les visas nécessaires. Voir la note verbale de l'ambassade d'Allemagne pour l'AA, 01.12.1936, PA AA, Paris 774e.

45 Rapport du 06.02.1937 d'un SS-Oberscharführer non identifié, « Zusammenfassung. Betr.: Entsendung deutscher Facharbeiter nach Paris (Weltausstellung) », R58/3421.

46 *Ibid.*

« De la part de l'Organisation à l'étranger du NSDAP et de la DAF⁽⁴⁷⁾ il sera tout entrepris dans la capitale française pour mettre les Allemands sous la protection et la surveillance du groupe allemand local »⁽⁴⁸⁾.

Cela n'a cependant, d'après les archives des opposants au III^e Reich, pas empêché le travail de propagande fourni par les émigrés, avec l'aide des organisations syndicales françaises, de connaître un certain succès⁽⁴⁹⁾. Et, de fait, certains travailleurs ont été repérés en raison des contacts politiques qu'ils ont développés à Paris⁽⁵⁰⁾. Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant que les employés devant assurer le fonctionnement du pavillon après son ouverture au public ne soient, comme les ouvriers l'avaient été, embauchés que s'ils ont été jugés « politiquement irréprochables »⁽⁵¹⁾. Pour leur recrutement, l'Ambassade s'est conséquemment tournée en priorité vers la section parisienne de la NSDAP, celle de la *Deutsche Arbeitsfront*, et la Chambre de commerce allemande à Paris⁽⁵²⁾. Cela a vraisemblablement eu pour résultat qu'une bonne partie du personnel du pavillon était composée de membres ou de personnes proches du parti. En tout cas, il est certain que même la standardiste du pavillon a été encartée au NSDAP⁽⁵³⁾. La vitrine du Reich doit, en tout point, être conforme à l'idée que les nazis se font de lui ; la conformité idéologique du personnel est un aspect essentiel et il n'est nullement négligé.

Le pavillon et le public allemand

Ainsi, le III^e Reich est soucieux d'adresser au monde un message univoque. Mais, en un sens, c'est presque au public d'origine allemande que le régime accorde finalement le plus d'attention. Il ne s'agit pas ici de proposer une étude de la réception du bâtiment par un public français ou international⁽⁵⁴⁾, mais de se concentrer sur les tentatives de gestion par le régime des effets que l'Exposition universelle pouvait avoir sur les Allemands, et d'interroger la portée de celles-ci sur les relations franco-allemandes.

Les flux de visiteurs venus à Paris sont, pour les émigrés politiques allemands, un enjeu encore plus important que celui représenté par les ouvriers ayant participé au chantier. Les antifascistes espèrent pouvoir contrebalancer la promotion des arts, sciences et techniques de l'Allemagne nazie par un autre discours portant sur les méfaits du régime. Informés de leurs préparatifs, le commissaire de la section allemande de l'Exposition, l'appareil diplomatique et la Gestapo se saisissent de cette affaire, avant même l'inauguration de l'Exposition le 25 mai 1937, en tentant de prévenir une telle agitation⁽⁵⁵⁾. Dès la réception des premières indications sur les intentions de l'émigration

47 La *Deutsche Arbeitsfront* (DAF), fidèle au régime, est l'organisation des travailleurs allemands.

48 Rapport du 06.02.1937 (note 45).

49 Lettre d'August Weisheit (note 41).

50 Voir le rapport « Beschäftigung von deutschen Arbeitskräften » (note 42).

51 Courrier de la direction économique de l'ambassade d'Allemagne à Paris pour le dirigeant de l'organisation locale de la NSDAP à Paris, pour le président de la Chambre de commerce allemande à Paris, pour le dirigeant de la section locale de la DAF à Paris, 23.12.1936, PA AA, Paris 775a.

52 *Ibid.*

53 Mémoire de l'ambassade d'Allemagne à Paris, 17.06.1937, PA AA, Paris 775c.

54 Cette étude a en partie été réalisée par Karen Fiss, dans *Grand illusion* (note 25), p. 99-116.

55 Geheimes Staatspolizeiamt pour l'AA, 12 mars 1937 ; copie du rapport de Grosse (Aufklärungs-Ausschuß Hamburg/Bremen, Geheimes Staatspolizeiamt Berlin), 25.03.1937, Barch, R901/106934 ;

allemande à Paris, des démarches sont entreprises par le Commissariat du Reich auprès de la direction de l'Exposition. Elles permettent, au début de février 1937, d'obtenir l'assurance écrite qu'aucun espace ne sera accordé aux Allemands en exil et que seule la section allemande officielle se verra accorder une surface d'exposition⁽⁵⁶⁾.

C'est auprès des Allemands en visite à Paris, plus qu'auprès de toute autre catégorie de visiteurs, que les antifascistes en exil souhaitent adresser leur message. À cette fin, un comité se constitue, en mars 1937, pour organiser le travail de résistance. Rassemblant des personnalités du monde politique et du monde des lettres – telles qu'Albert Grzesinski⁽⁵⁷⁾, Heinrich Mann⁽⁵⁸⁾, Max Braun⁽⁵⁹⁾, Georg Bernhard⁽⁶⁰⁾ –, il se fixe pour objectif d'assurer la diffusion la plus large possible du *Pariser Tageszeitung*⁽⁶¹⁾, un journal d'opposition au III^e Reich publié en langue allemande à Paris. Le journal doit passer à un tirage de six pages et son contenu est orienté afin de séduire un public de visiteurs. Le site de l'Exposition, les gares, les lieux les plus fréquentés de la capitale, les hôtels privilégiés par la clientèle allemande sont particulièrement ciblés pour toucher les Allemands de passage⁽⁶²⁾. Une petite exposition est également mise en place, à partir de juin et pour toute la durée de l'Exposition, dans l'arrière-salle d'une librairie où de la littérature antifasciste en allemand est disponible⁽⁶³⁾. Toutefois, ces préparatifs ne sont pas davantage ignorés des organes de surveillance du Reich. Ces derniers ont, en fait, eu connaissance du comité et de ses intentions dès sa fondation⁽⁶⁴⁾. Subséquemment, le ministère français des Affaires étrangères se voit, à plusieurs reprises, en avril et en mai 1937, prié d'interdire la propagande « contre l'Allemagne » dans tout le périmètre de l'Exposition, et de prendre les mesures nécessaires pour limiter une propagande massive dans le reste de la ville⁽⁶⁵⁾. Dans ce même but, la direction de l'Exposition

note du 30.03.1937; Courrier de Welczek pour l'AA, « Emigrantenpropaganda während der Pariser Ausstellung », 29.04.1937, Barch, R901/106934.

56 Cf. compte rendu de Campe du 22 janvier 1937; lettre de Labbé pour Campe, 02.02.1937, PA AA, Paris 775a; courrier de Welczek pour l'AA (note 55).

57 Albert Grzesinski (1878-1948) s'est engagé dans le mouvement syndical en 1897, avant d'adhérer au SPD l'année suivante. Après divers mandats et responsabilités, il a été préfet de police de Berlin puis ministre de l'Intérieur de Prusse de 1926 à 1930. Il rejoint les États-Unis plus tard dans l'année 1937.

58 Heinrich Mann (1871-1950) est le frère aîné de Thomas Mann. Il réside en France depuis février 1933. Il a lui-même été un écrivain reconnu et fait partie de ceux dont les livres ont été brûlés lors de l'autodafé du 10 mai 1933.

59 Max Braun (1892-1945) est un homme politique social-démocrate de la Sarre qu'il quitte pour la France après le référendum de 1935. Il est une figure centrale de l'émigration politique en France.

60 Georg Bernhard (1875-1944) est un journaliste de premier plan du temps de la République de Weimar. Libéral (DDP), il est rédacteur en chef de la *Vossische Zeitung* de 1918 à 1930 et cofonde le *Pariser Tageblatt* en 1933.

61 Le *Pariser Tageszeitung* a pris la suite du *Pariser Tageblatt* qui a paru jusqu'au 14 juin 1936.

62 *Ibid.*

63 Copie du rapport de Grosse (note 55); article « Das freie deutsche Buch », *Pariser Tageszeitung*, 12.06.1937, *ibid.*

64 Note de l'ambassade d'Allemagne à Paris pour l'AA, « Emigrantenpropaganda während der Pariser Ausstellung », *Vertraulich*, 11.03.1937, Barch, R901/106934.

65 Courrier de Welczek pour l'AA (note 55). D'après ce courrier, la demande a été examinée avec bienveillance. Voir aussi le courrier de Welczek pour l'AA, 13.05.1937, *ibid.* La ligne d'argumentation de

est contactée, de façon répétée, afin que les opposants ne puissent agir⁽⁶⁶⁾. Toutefois, la bonne volonté affichée par les autorités françaises en réponse aux demandes qui lui parviennent ne suffit pas à empêcher l'action des opposants au régime nazi. Des tractages et des distributions de brochures sont effectués sur le site de l'Exposition et jusqu'au perron du pavillon allemand⁽⁶⁷⁾. La différence de législation entre les deux pays est présentée, et reconnue par la partie allemande, comme une limite à une action répressive. Cependant, la direction de l'Exposition s'efforce tout de même – autant qu'elle le peut – de limiter, conformément aux intérêts de l'Allemagne hitlérienne, l'expression de critiques. Ainsi, dans le pavillon de la Paix inauguré en juillet 1937⁽⁶⁸⁾, des panneaux, présentés au public par des collectifs privés proches du Parti communiste français dans le but de dénoncer la politique national-socialiste, sont retirés suite aux pressions de Labbé après que des plaintes de citoyens allemands ont été relayées par les autorités allemandes⁽⁶⁹⁾.

Le contrôle des changes appliqué par l'Allemagne depuis l'été 1931 avait eu la caractéristique – bienvenue pour le gouvernement de Hitler, en raison du caractère subversif que pouvaient revêtir les déplacements à l'étranger – de réduire considérablement les possibilités de sortie du territoire des ressortissants allemands⁽⁷⁰⁾. Cependant, une telle limitation se trouve en conflit avec le caractère universel de l'événement parisien, et le maintien d'une telle situation contrasterait particulièrement avec la place de premier plan que l'Allemagne doit y occuper. De fait, alors que le gouvernement français a un vif intérêt à ce que l'Exposition puisse se prévaloir d'un franc succès populaire – donc de nombreux visiteurs venus de l'étranger –, un faible nombre de visiteurs venus d'Allemagne aurait singularisé négativement cette dernière. Sur la scène politique intérieure allemande, la manifestation d'une politique trop restrictive rendue plus visible en raison de l'attractivité de l'événement risquerait d'exposer le régime à des critiques. Pour ce faisceau de raisons, un arrangement est rendu nécessaire et les deux partenaires signent, le 16 avril 1937, un « accord franco-allemand pour la visite

l'Ambassade vise à mettre en avant le risque d'affrontement entre les émigrés et les visiteurs venus d'Allemagne qui ne manqueraient pas d'être choqués par des propos hostiles.

66 Cf. lettre de Ruppel pour Labbé, 16 avril 1937, Barch, R901/106934; lettre de Ruppel pour le ministre de l'Économie du Reich et de la Prusse, 25.06.1937; lettre de Forster (Ambassade à Paris) pour l'AA, 02.10.1937, Barch, R901/106935.

67 Voir la lettre du *Reichsführer-SS*, ministère de l'Intérieur pour l'*Auswärtiges Amt*, « Kommunistische Propaganda während der Pariser Weltausstellung », 18 juin 1937, Barch, R901/10693; *id.*, « Pariser Weltausstellung », 10.07.1937, Barch, R901/106935. Pour ne pas éveiller les soupçons, des brochures ont pu être maquillées en brochures touristiques. Courrier du ministère des Transports du Reich et de Prusse pour l'AA, 19.11.1937, *ibid.*

68 Suite à de nombreux retards sur les différents chantiers, les pavillons ouvrent les uns après les autres.

69 Cf. transcription d'une lettre transmise du 09.09.1937 par le bureau de Hermann Göring; Stohrer Maschinenfabrik pour l'AA, 11.09.1937, Barch, R901/106935. La politique de remilitarisation suivie par Hitler est dénoncée et présentée comme une menace pour la paix. Sur le retrait des panneaux suite aux demandes de Ruppel, voir Sabath pour Hermann Göring, 28.10.1937, *ibid.*

70 Avant l'ouverture de l'Exposition, l'Allemagne limitait les exportations de devises à l'équivalent de 61 francs par personne, ce qui rend impossible un déplacement à Paris, voir *Les Échos*, 28.01.1937. De fait, comme le souligne Vollrath von Maltzan (AA), les circulations de l'Allemagne vers la France avaient alors connu « une pause de trois ans » (note du 03.03.1937, Barch, R901/106933).

de l'Exposition internationale de Paris»⁽⁷¹⁾. L'Allemagne hitlérienne ne continue pas moins de voir son intérêt dans une limitation de l'espace ouvert aux libertés individuelles et déploie pour y parvenir une stratégie idoine.

Hitler souhaite qu'une ordonnance complémentaire soit adoptée afin « d'empêcher le voyage à l'Exposition universelle de personnes allemandes hostiles à l'État »⁽⁷²⁾. L'enjeu sous-jacent est d'éviter que les adversaires du régime puissent se saisir d'une tribune pour faire connaître leurs revendications, et, vraisemblablement aussi, alors que les informations sur les intentions des émigrés se font plus nombreuses, d'éviter une structuration à l'étranger de l'opposition intérieure. Comme, dans le dispositif mis en place par l'accord d'avril, la délivrance des titres de paiement est assurée par les services français – en l'occurrence le bureau officiel des Chemins de fer français en Allemagne –, la possibilité de contrôle, induite par la mainmise sur les devises, est en passe d'échapper aux organes administratifs du Reich. De ce fait, une solution est recherchée du côté de la législation sur les passeports. En vertu de l'ordonnance entrant en vigueur le 25 mai 1937, soit le jour de l'inauguration de l'Exposition, les passeports allemands sont désormais valables en direction de la France uniquement s'ils comportent la mention, spécialement ajoutée, « valable également pour les voyages en direction de et à travers la France pendant la durée de l'Exposition universelle de Paris de 1937 »⁽⁷³⁾. Les services administratifs chargés de la délivrer disposent donc ainsi de toute la latitude nécessaire pour filtrer les sorties, malgré l'assouplissement du dispositif du contrôle des changes.

Toutefois, face à une telle disposition, apparemment si restrictive de l'accord international trouvé, il est légitime d'interroger la réception en France d'une telle mesure. Hitler s'est d'ailleurs lui-même inquiété de trouver une formule qui ne susciterait pas de critiques outre-Rhin⁽⁷⁴⁾. Mais qu'en est-il du fond ? Comment le gouvernement français a-t-il réagi ? Tout d'abord, il faut souligner que, suivant les instructions données à l'ambassade d'Allemagne à Paris, le gouvernement français s'est vu informé que l'ordonnance du 25 mai n'est pas destinée à réduire le flot des visiteurs, mais à empêcher que des agitateurs utilisent l'Exposition comme paravent à des activités qui pèseraient sur les relations franco-allemandes⁽⁷⁵⁾. D'autre part, il faut prendre en compte qu'à travers les discours tenus dans la presse et les démonstrations d'amitié de la part de certains représentants politiques, malgré la politique de remilitarisation du Reich, le gouvernement de Léon Blum a été au plus haut point soucieux d'améliorer les relations franco-allemandes

71 L'accord adopté correspond pour l'essentiel au projet allemand, voir le télégramme de Hemmen et Welczek pour l'AA, 14.04.1937. Les négociations de ce texte n'ont guère posé de problèmes. La somme dont l'exportation est librement autorisée est portée à 2 250 francs par personne, dans la limite du total disponible pour l'application de l'accord qui a été fixée à 110 millions de francs.

72 Note de Conrad Rödiger (AA) du 11.05.1937, Barch, R901/106934.

73 « Verordnung über den Reiseverkehr mit Frankreich während der Pariser Weltausstellung 1937 », *Reichsgesetzblatt*, Teil I, n° 63, 25.05.1937, p. 192. Cette ordonnance a effet jusqu'au 30 novembre 1937, soit quelques jours après la fermeture définitive de l'Exposition qui intervient le 26 novembre.

74 Note de Conrad Rödiger (note 72).

75 Télégramme de Mackensen (AA) pour l'Ambassade à Paris, 22.05.1937, Barch, R901/106934. Le gouvernement français a de plus été prié de veiller à ce que la mesure ne soit pas mal commentée dans la presse.

à un moment où un accord commercial d'ensemble est en cours de négociation entre les deux pays⁽⁷⁶⁾. Signe de cet intérêt, Hjalmar Schacht, venu à Paris pour inaugurer le pavillon allemand, rencontre au cours de son séjour le président du Conseil par quatre fois, dont deux pour un repas. Enfin, rappelons qu'en raison des sommes fixées par l'accord conclu en avril 1937, 50 000 ressortissants du Reich seulement peuvent avoir la possibilité de se rendre à l'Exposition. Or, ce chiffre est bien moindre que le nombre d'Allemands qui ont formulé le souhait de visiter l'Exposition⁽⁷⁷⁾. Cela veut dire que le nombre de visiteurs prévus par l'accord franco-allemand du 16 avril ne s'est nullement trouvé réduit par l'ordonnance du 25 mai. Le gouvernement français n'a émis aucune critique audible et s'est contenté de ce résultat. Il ne manifeste ainsi, en aucune façon, ce qui pourrait être interprété comme un geste de solidarité avec les opposants à l'hitlérisme.

Du côté allemand, on observe que l'organisation des flux de visiteurs à destination de l'Exposition universelle donne lieu à des frictions entre les instances étatiques et le NSDAP, ainsi que les organisations qui lui sont proches. De tels débats issus d'approches différentes reflètent un certain rapport de force au sein du régime, en même temps qu'ils manifestent l'emprise de l'idéologie national-socialiste sur le fonctionnement de l'appareil d'État. Soucieux de leur propre intérêt, les organes du parti souhaitent pouvoir disposer de l'essentiel des devises disponibles pour financer les voyages à destination de la France. Portés par la conviction que le collectif prime toujours sur l'individuel, ils entendent privilégier les voyages de groupe au détriment des voyages privés. D'autre part, la capacité du parti à donner le droit de participer à une telle excursion aurait une dimension rétributive et distinctive pour les « nationaux-socialistes qui sont les représentants adaptés de l'Allemagne national-socialiste »⁽⁷⁸⁾. Au-delà de la seule NSDAP, les délégations de la *Deutsche Arbeitsfront*, celles des associations professionnelles (comme le *Lehrerbund*), les voyages organisés par l'organisation *Kraft durch Freude* doivent, aussi, trouver leur financement. À cette fin, les cadres du parti développent un argumentaire qui insiste sur les avantages idéologiques de l'encadrement des groupes par des guides⁽⁷⁹⁾. Clairement, les voyages de groupes

76 À titre d'exemple de la sollicitude française, évoquons la venue de cinq ministres français (Spinasse, Bastid, Moutet, Zay, Chautemps) à l'occasion de l'inauguration du pavillon. L'ambassadeur allemand en France souligne, avec raison, la « force inhabituelle » de la représentation du gouvernement en comparaison de l'inauguration d'autres pavillons. Welczek pour AA, 04.06.1937, *ibid.* Au cours des négociations sur la possibilité d'une participation de l'Allemagne, Blum et Bastid se sont d'ailleurs personnellement engagés pour faciliter la présence de cette dernière : rapport de Welczek pour AA, 21.01.1937 ; *id.*, 09.02.1937, Barch, R901/106933.

77 La somme de 110 millions de francs n'aurait pas même suffi à couvrir toutes les demandes exprimées lors d'un sondage interne par les organisations nationales-socialistes. Voir aussi la lettre du *Landesgruppenleiter Frankreich* pour le *Gauleiter* de l'Organisation de l'étranger de la NSDAP, 19.03.1937, Barch, R901/106933. L'*Auswärtiges Amt* estime aussi que la somme disponible ne suffira pas à répondre à toutes les demandes, voir le télégramme de Benzler (AA) pour l'Ambassade à Paris, 18.06.1937, Barch, R901/106934. Au début de la négociation de l'accord sur la visite de l'Exposition, le gouvernement français espérait 200 000 visiteurs allemands, voir Gestapo pour l'AA, « Internationale Ausstellung in Paris », 12.03.1937, Barch, R901/106933. À titre de comparaison : 450 000 visiteurs venus d'Allemagne ont visité l'Exposition coloniale de 1931.

78 *Ibid.*

79 Voir la lettre du *Landesgruppenleiter Frankreich* (note 77).

doivent, en accroissant le prestige des organisations nazies par l'attractivité de leurs prestations, asseoir la place de celles-ci dans la société, mais aussi permettre d'instiller en profondeur, au cours de réunions préparatoires au voyage et au cours du voyage lui-même, une *Weltanschauung* particulière⁽⁸⁰⁾.

Face à de telles positions, certains fonctionnaires du ministère des Finances du Reich, de l'*Auswärtiges Amt* ou du Commissariat du gouvernement allemand pour l'Exposition de Paris expriment plus ou moins ouvertement leur désaccord. Certains expriment leur préférence pour les voyages individuels qui sont davantage adaptés aux milieux économiques⁽⁸¹⁾. D'autres se font plus critiques envers les positions du parti, ce qui les soumet parfois à des attaques virulentes⁽⁸²⁾. En tout cas, les fonctionnaires n'ont pas toujours le dernier mot. Le conseiller de légation Campe se montre défavorable à la fondation d'un Comité d'honneur qui se chargerait de la propagande de l'Allemagne en marge de l'Exposition universelle. Il s'agit d'un instrument initialement conçu par Otto Abetz⁽⁸³⁾ pour contrebalancer les propos négatifs susceptibles d'être tenus contre l'Allemagne et relancer l'activité du Comité France-Allemagne⁽⁸⁴⁾. Malgré l'avis de Campe, l'intérêt politique de tels instruments conduit effectivement à la constitution de telles structures. Abetz crée du côté allemand un Comité d'honneur que l'ambassadeur de France à Berlin, André François-Poncet, accepte de patronner. Du côté français, un Comité d'accueil est institué. La présidence d'honneur en est confiée à l'ambassadeur d'Allemagne en France. En pratique, le Comité d'accueil, porté par le Comité France-Allemagne, est appelé à organiser la réception des visiteurs qui se sont annoncés auprès du Comité d'honneur. Il se donne pour mission d'encadrer les visiteurs allemands et d'assurer une médiation franco-allemande. Même si, au cours de la Seconde Guerre mondiale, certaines personnalités de ce comité d'accueil se sont engagées dans la Résistance, la forte représentation de soutiens du régime de Vichy et de la collaboration laisse comprendre qu'il s'est pour l'essentiel agi, d'ailleurs

80 Ainsi, avant le voyage, une « leçon extensive donnée aux participants devra avoir lieu pour leur dire comment on doit se comporter de façon adaptée, en tant qu'Allemand, lors d'un voyage en France », *ibid.*

81 Citons ici les noms de Hemmen et Welcke (télégramme de Hemmen et Welcke pour l'AA, 16.06.1937, *ibid.*), et notons que, finalement, sur les 9 300 000 RM disponibles, seulement 500 000 RM sont réservés à la *Dienststelle Ribbentrop* et aux services du parti, mais les organisations proches du parti nazi ne peuvent pas moins bénéficier des autres lignes budgétaires, comme celles des « flux généraux » ou du « *Hilfsgewerbe des Verkehrs* ».

82 Le *Landesgruppenleiter Frankreich* de la NSDAP remet ainsi en doute l'orientation national-socialiste du représentant du Commissariat de gouvernement du Reich pour l'Exposition de Paris présent à une réunion organisée à Berlin le 16.03.1937, voir la lettre du *Landesgruppenleiter Frankreich* (note 77).

83 Otto Abetz (1903-1958) est en charge des questions touchant à la France au sein de la *Dienststelle Ribbentrop*, un office de la NSDAP qui travaille sur les relations internationales. Ce fervent nazi devient ambassadeur du Reich en France en août 1940.

84 Note de Campe, 04.03.1937, Barch, R901/106933 ; lettre d'Otto Abetz (*Dienststelle Ribbentrop*) pour Vicco von Bülow-Schwante (AA), *persönlich, vertraulich*, 05.05.1937, Barch, R901/106934. Sur le Comité France-Allemagne, voir Roland RAY, *Annäherung an Frankreich im Dienste Hitlers? Otto Abetz und die deutsche Frankreichpolitik 1930-1942*, Munich, Oldenbourg, 2000, p. 69-89. Lors d'une rencontre avec Abetz, Campe souligne que, à sa connaissance, les autres pays n'ont pas constitué de comité d'honneur.

conformément aux intentions d'Abetz⁽⁸⁵⁾, de développer des affinités entre l'Allemagne de Hitler et une France qui n'était pas celle du Front populaire⁽⁸⁶⁾. De la sorte, on voit comment, même s'ils ne font pas partie de l'appareil d'État, les cadres du parti peuvent prendre un certain ascendant et aller jusqu'au bout de leurs logiques.

En d'autres occasions, il est même possible de constater que l'idéologie officielle a été pleinement intégrée par l'appareil diplomatique et influe, très en amont, sur la prise de décision. Priée par un antisémite notoire travaillant au ministère de la Propagande de s'informer sur une société cinématographique qui ambitionnait de réaliser un film sur l'Exposition parisienne, l'ambassade d'Allemagne à Paris apprend que deux des trois fondateurs de cette entreprise sont vraisemblablement juifs. Pour elle, il s'agit là, bien que cette société ait été mise en avant par l'ambassade de France à Berlin, d'une raison suffisante pour recommander le rejet de toute collaboration⁽⁸⁷⁾. Bien que l'appareil d'État défende, en certaines occasions, des positions pragmatiques différentes de celles des organes du parti, les systèmes d'idées du nazisme imposent incontestablement la normativité de leurs valeurs.

La participation de l'Allemagne à l'Exposition de 1937 n'est pas du tout innocente. Elle ne doit nullement être réduite à une entreprise de propagande en faveur du Troisième Reich et, par-là, être déconnectée des réalités les plus sombres. Son essence ne se réduit pas à une vitrine heureuse donnée aux réalisations de l'Allemagne dans le champ des « arts et des techniques appliqués à la vie moderne », ni même à une présentation sous un jour favorable du régime par des moyens plus ou moins subtils. Bien au contraire, il est possible, par son étude approfondie, de repérer les singularités du régime qui constituent ses principales faiblesses et ses principaux travers. Premièrement, les difficultés éprouvées par le Reich à trouver les financements nécessaires à l'entreprise renvoient à la politique commerciale de l'Allemagne qui, en favorisant la production intérieure, vise l'autarcie et accompagne une politique de réarmement ainsi que la préparation d'un futur conflit⁽⁸⁸⁾. Deuxièmement, le processus qui a conduit l'Allemagne à prendre part à l'Exposition illustre parfaitement le caractère personnel de la dictature grâce à la soumission des rouages de l'appareil d'État à la volonté du *Führer*. En effet, même si le chancelier ne s'est pas arrogé la décision ultime, les services compétents se sont spontanément remis, hors de toute rationalité habituelle, à l'arbitrage de Hitler. Troisièmement, au-delà des principes du *Führerstaat* qui entrent en application, on observe l'importance prise par les considérations idéologiques dans l'action publique. L'idéologie du III^e Reich se montre éminemment prescriptive. Les

85 Lettre d'Otto Abetz pour Vicco von Bülow-Schwante (note 84).

86 Parmi les membres du comité d'accueil se trouvent, par exemple : Fernand de Brinon, Ernest Fourneau, Jean Goy, Bertrand de Jouvenel, le marquis de Polignac, Alexis Thomas, etc. Cf. note de Kühn (Ambassade à Paris) pour l'*Auswärtiges Amt*, 05.05.1937, Barch, R901/106934.

87 Télégramme de l'ambassade d'Allemagne à Paris pour le ministère de la Propagande, 10.02.1937, Barch, R901/106933. Cf. aussi pour évaluer le poids de l'argument, le télégramme de l'ambassade d'Allemagne à Paris pour le ministère de la Propagande et la *Reichsfilmkammer*, 02.02.1937, *ibid.*

88 Le plan quadriennal adopté en 1936 constitue un renforcement de cette orientation. Il permet une mobilisation croissante, sur le plan intérieur, des ressources économiques en conformité avec les priorités du régime. Suivant ses objectifs, l'économie allemande doit devenir être apte à soutenir un effort de guerre d'ici à 1940.

organes du parti exercent une pression efficace sur le reste de l'appareil d'État quand ils n'ont pas eux-mêmes l'initiative. Il en va ainsi de l'organisation des flux touristiques en direction de l'Exposition, comme de la fondation d'un Comité d'accueil. L'antisémitisme a été intégré comme un principe décisionnel. Quatrièmement, le caractère répressif du régime se cache dans l'ombre du pavillon allemand. Il est frappant de voir à quel point le régime est soucieux de contrôler ses sujets. Cela ne va pas sans une certaine forme de méfiance vis-à-vis d'une société qui ne lui est pas totalement inféodée. Le simple séjour à l'étranger d'une partie même limitée de sa population, ouvriers ou visiteurs de l'Exposition, lui apparaît comme un défi et appelle à des mesures policières et législatives⁽⁸⁹⁾. Il s'agit pour le régime de contrecarrer les influences inopportunes et de réprimer les dissidences. Au final, l'étude de la participation allemande à l'Exposition de Paris de 1937 révèle à quel point les logiques du régime font intimement partie de la contribution allemande. Ainsi, le pavillon allemand est un miroir du national-socialisme, tant certaines de ses caractéristiques fondamentales – aussi abstraites soient-elles – s'y sont reflétées. Si l'intrication de la participation allemande et des singularités de l'Allemagne nazie est évidemment davantage sensible pour les historiens qu'elle ne l'a été pour les contemporains, l'absence, du côté français, d'une attitude plus critique interpelle tout de même. La bienveillance dont le Reich a bénéficié de la part des autorités étonne encore bien davantage que le fort succès populaire du pavillon allemand⁽⁹⁰⁾.

Résumé

Le succès trouvé par le pavillon allemand à l'Exposition universelle de 1937 ne doit pas faire illusion sur la réalité de la contribution allemande à cet événement international. Le contraste entre l'aspiration de l'Allemagne à briller de ses feux d'une part et les arcanes de sa participation d'autre part offre une intensité inattendue. Non seulement l'Allemagne, qui aspire à se positionner si fièrement sur la scène internationale, souffre d'une fragilité financière qui n'est pas loin de lui coûter sa participation. Mais, bien plus fondamentalement, l'étude de la participation allemande révèle que les principes idéologiques du III^e Reich affectent, dès 1936-1937, bien au-delà de simples considérations liées à l'entreprise de propagande, les processus de la prise de décision de l'appareil administratif allemand, jusque, par exemple, dans le contrôle des ouvriers participant au chantier du pavillon et dans la gestion des flux touristiques à destination de l'Exposition internationale de Paris.

89 Ainsi, le nazisme aspire à faire de la société allemande ce que Claude Lévi-Strauss appelle une « société froide », voir Georges CHARBONNIER, *Entretiens avec Claude Lévi-Strauss*, Paris, Plon/Julliard, 1959, p. 38.

90 Sur la réception du pavillon par le public: Hugo DELARBRE, « Construire l'Exposition de 1937. Perception et réception de l'événement au miroir de l'architecture », mémoire de master I « Sciences humaines et sociales », Université Pierre Mendès-France, Grenoble, 2011, p. 125-131, en ligne : <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00736792/document>.

Zusammenfassung

Der Glanz und der Erfolg des deutschen Pavillons bei der Weltausstellung von 1937 sollen nicht über die Teilnahme Deutschlands am Ereignis. Der Kontrast zwischen dem Wunsch Deutschlands zur Geltung zu kommen, und den verborgenen Abläufen hinter den Kulissen des deutschen Beitrages, hätte kaum größer sein können. Das Deutschland, das sich mit seinem monumentalen Pavillon so stolz auf der internationalen Bühne zu positioniert versuchte, litt an einer dramatischen Finanzschwäche, die ihm fast die Teilnahme an der Weltausstellung gekostet hätte. Außerdem war die deutsche Teilnahme, weit über die propagandistischen Bestrebungen des Regimes hinaus, von den Paradigmen des Nationalsozialismus geprägt. Letztere waren sehr tiefgreifend und betrafen unter anderem den Umgang mit den am Bau beteiligten Arbeitern, aber auch den Reiseverkehr aus Deutschland zu der Weltausstellung in Paris.

Abstract

The positive response garnered by the pavilion of Nazi Germany at the world fair of 1937 can be misleading in regard to the circumstances of Germany's participation to this international event. The contrast between Germany's aspiration to show itself to its fullest advantage and, on the other hand, the facts about the German contribution, is unexpectedly intense. Germany, while it tried to present itself proudly on the international stage, suffered from a precarious financial situation that came close to costing it its participation. As early as 1936-1937, the national-socialist paradigms were also profoundly determining the process flow and decision making at play behind Germany's participation in the event. These paradigms were far more pervasive than merely propagandistic endeavours, affecting, for instance, the management of the workforce involved in the construction of the German pavilion, as well as the touristic flows from Germany to France.